

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A/B

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 58

AFFAIRE CONCERNANT LA RÉFORME AGRAIRE
POLONAISE ET LA MINORITÉ ALLEMANDE
(MESURES CONSERVATOIRES)

ORDONNANCE DU 29 JUILLET 1933

XXIX^{me} SESSION

1933

XXIXth SESSION

ORDER OF JULY 29th, 1933

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A./B.

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 58

CASE CONCERNING THE POLISH AGRARIAN
REFORM AND THE GERMAN MINORITY
(INTERIM MEASURES OF PROTECTION)

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1933.
Le 29 juillet.
Rôle général
n° 60.

ORDONNANCE RENDUE LE 29 JUILLET 1933

VINGT-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

29 juillet 1933.

AFFAIRE CONCERNANT LA RÉFORME AGRAIRE
POLONAISE ET LA MINORITÉ ALLEMANDE(DEMANDE EN INDICATION
DE MESURES CONSERVATOIRES)

Présents : MM. ADATCI, *Président* ; GUERRERO, *Vice-Président* ;
le baron ROLIN-JAEQUEMYS, le comte ROSTWOROWSKI,
MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, URRUTIA, sir CECIL HURST,
MM. SCHÜCKING, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA,
M. WANG, *juges*.

La Cour permanente de Justice internationale,
ainsi composée,

Rend l'ordonnance suivante :

Vu les articles 41 et 48 du Statut,
Vu l'article 57 du Règlement,

Considérant que, par une requête en date du 1^{er} juillet 1933, déposée le 3 juillet au Greffe de la Cour, le Gouvernement allemand, se prévalant, en sa qualité de Membre du Conseil de la Société des Nations, du droit que lui confère l'article 12 du Traité entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne signé à Versailles le 28 juin 1919, a introduit devant la Cour permanente de Justice internationale une instance contre le Gouvernement polonais concernant l'application de la

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

ORDER MADE ON JULY 29th, 1933.

1933.
July 29th.
General List:
No. 60.

TWENTY-NINTH (EXTRAORDINARY) SESSION.

July 29th, 1933.

CASE CONCERNING THE POLISH AGRARIAN
REFORM AND THE GERMAN MINORITY(APPLICATION FOR THE INDICATION
OF INTERIM MEASURES OF PROTECTION.)

Present: MM. ADATCI, *President*; GUERRERO, *Vice-President*; Baron ROLIN-JAEQUEMYS, Count ROSTWOROWSKI, MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, URRUTIA, Sir CECIL HURST, MM. SCHÜCKING, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA, M. WANG, *Judges*.

The Permanent Court of International Justice,
composed as above,

Makes the following Order :

Having regard to Articles 41 and 48 of the Statute,
Having regard to Article 57 of the Rules of Court,

Whereas by an Application of July 1st, 1933, filed with the Registrar of the Court on July 3rd, the German Government, availing itself, in its capacity as a Member of the Council of the League of Nations, of the right conferred upon it by Article 12 of the Treaty between the Principal Allied and Associated Powers and Poland, signed at Versailles on June 28th, 1919, brought before the Permanent Court of International Justice a suit against the Polish Government

réforme agraire à la minorité allemande dans les voïvodies de Posnanie et de Poméranie ainsi que les questions connexes ;

Considérant que, dans ladite requête, l'objet du différend est indiqué de la manière suivante :

« Le Gouvernement allemand estime que le Gouvernement polonais a agi contrairement aux obligations qu'il a assumées par les articles 7 et 8 du Traité du 28 juin 1919, en imposant un traitement différentiel au préjudice des ressortissants polonais de race allemande des voïvodies de Posnanie et de Poméranie dans la mise à exécution de sa réforme agraire, notamment dans l'application de sa loi sur la réforme agraire du 28 décembre 1925 ainsi qu'en application de l'arrêté du *Bundesrat* allemand du 15 mars 1918 concernant l'autorisation du transfert des propriétés, et de l'arrêté prussien du 23 décembre 1918 sur le droit de préemption de l'État confirmé et modifié par l'arrêté du Commissariat du Conseil suprême du Peuple polonais du 25 juin 1919, par les arrêtés du 29 décembre 1919 et du 18 juin 1920 et par la loi du 23 juin 1921.

Le Gouvernement allemand est également d'avis qu'à cet égard la Pologne n'a pas accompli les obligations qui lui incombent en vertu de l'article premier du Traité du 28 juin 1919. »

Considérant que, dans la requête, « la chose demandée » est formulée comme suit :

« Le Gouvernement allemand prie la Cour permanente de Justice internationale de constater les infractions au Traité du 28 juin 1919 commises au préjudice des ressortissants polonais de race allemande et d'en ordonner la réparation » ;

Considérant que, par lettre du 26 mai 1933, le Gouvernement allemand, en annonçant le prochain dépôt de sa requête, avait informé la Cour de la désignation de son agent dans l'affaire ;

Considérant que, le 3 juillet 1933, l'agent du Gouvernement allemand a déposé au Greffe de la Cour, en même temps que la requête introductive d'instance précitée, une demande, datée du 1^{er} juillet, « en indication de mesures conservatoires conformément à l'article 41 du Statut de la Cour et à l'article 57 du Règlement » ;

Considérant que, dans cette demande, « le Gouvernement allemand prie la Cour d'indiquer, en attendant l'arrêt définitif que la Cour rendra dans l'affaire visée par la requête, les mesures conservatoires pour maintenir le *statu quo* » ;

Considérant que, saisi de cette demande, le Vice-Président, faisant fonctions de Président de la Cour et celle-ci ne siégeant pas, a, le 3 juillet 1933, conformément à l'article 23 du Statut et à l'article 57 du Règlement, prévu pour le 11 juillet

concerning the application of the agrarian reform to the German minority in the voivodeships of Posnania and Pomerelia, and kindred questions ;

Whereas, in the said Application, the subject of the dispute is described in the following terms :

“The German Government holds that the Polish Government has acted inconsistently with the obligations assumed by it under Articles 7 and 8 of the Treaty of June 28th, 1919, by discriminating against Polish nationals of German race of the voivodeships of Posnania and Pomerelia, in the carrying out of its agrarian reform, particularly in the application of its agrarian reform law of December 28th, 1925, as also in the application of the decree of the German *Bundesrat* of March 15th, 1918, concerning authorization of the transfer of estates, and of the Prussian decree of December 23rd, 1918, regarding the State's right of pre-emption as confirmed and amended by the decree of the Commissariat of the Supreme Council of the Polish nation of June 25th, 1919, by the decrees of December 29th, 1919, and of June 18th, 1920, and by the law of June 23rd, 1921.

The German Government also considers that Poland has not fulfilled the obligations incumbent upon it in this respect under Article 1 of the Treaty of June 28th, 1919.”

Whereas, in the Application, the “claim” is formulated as follows :

“The German Government requests the Permanent Court of International Justice to declare that violations of the Treaty of June 28th, 1919, have been committed to the detriment of Polish nationals of German race and to order reparation to be made” ;

Whereas, by letter of May 26th, 1933, the German Government, in announcing that it would shortly file its Application, had informed the Court that it had appointed its Agent in the case ;

Whereas, on July 3rd, 1933, the Agent of the German Government filed with the Registrar of the Court, together with the aforementioned Application instituting proceedings, a request dated July 1st “for the indication of interim measures of protection pursuant to Article 41 of the Statute and Article 57 of the Rules of Court” ;

Whereas, in this request, “the German Government requests the Court to indicate interim measures of protection in order to preserve the *status quo* until the Court has delivered final judgment in the suit submitted by the Application” ;

Whereas, upon receipt of this request, the Vice-President, as Acting-President of the Court—the latter not being in session—on July 3rd, 1933, pursuant to Article 23 of the Statute and Article 57 of the Rules of Court,

une audience destinée à fournir aux deux Parties la possibilité, si elles le désiraient, de faire entendre leurs observations ;

Considérant que, le 4 juillet 1933, le Gouvernement polonais a fait savoir à la Cour qu'il avait l'intention de se faire entendre conformément à l'article 57 du Règlement de la Cour, mais qu'il demandait la remise jusqu'à la fin du mois de l'audience prévue pour le 11 juillet ;

Considérant que, le 5 juillet 1933, l'agent du Gouvernement allemand a informé la Cour que le Gouvernement allemand désirait présenter des observations conformément à l'article 57, alinéa 3, du Règlement ;

Considérant que l'ajournement demandé par le Gouvernement polonais n'a pas été agréé ; que le Gouvernement polonais a fait savoir par lettre du 9 juillet 1933, remise au Greffier le 10 du même mois, que, malgré l'intention qu'il avait exprimée antérieurement, il se voyait dans l'impossibilité de se faire entendre en ses observations à l'audience de la Cour fixée au 11 juillet ;

Considérant que, dans ces conditions, la Cour s'est bornée, à l'audience du 11 juillet, à remettre au 19 juillet la suite des audiences consacrées à la demande du Gouvernement allemand en indication de mesures conservatoires ;

Considérant que, le 12 juillet 1933, le Gouvernement polonais a informé la Cour qu'il avait désigné un représentant pour se faire entendre en ses observations sur la demande du Gouvernement allemand ;

Considérant qu'aux audiences des 19, 20 et 21 juillet 1933, la Cour a entendu M. Viktor Bruns, agent du Gouvernement allemand, et M. Th. Sobolewski, représentant du Gouvernement polonais, en leurs observations, réplique et duplique ;

Considérant qu'à ces audiences l'agent du Gouvernement allemand a déposé les pièces énumérées à l'annexe ;

Considérant qu'aux termes de l'article 41 du Statut de la Cour, « la Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire » ;

Considérant que, d'après ce texte, la condition essentielle et nécessaire pour que des mesures conservatoires puissent, si les circonstances l'exigent, être sollicitées, est que ces mesures tendent à sauvegarder les droits objet du différend dont la Cour est saisie ;

Considérant qu'aux termes de la requête introductive d'instance ci-dessus rapportée, l'objet du différend est l'allégation par le Gouvernement allemand que le Gouvernement polonais

arranged for a hearing for July 11th, in order to give the Parties an opportunity, should they so desire, to present their observations;

Whereas, on July 4th, 1933, the Polish Government informed the Court that it intended to present observations in accordance with Article 57 of the Rules of Court, but asked for a postponement of the hearing arranged for July 11th until the end of the month;

Whereas, on July 5th, 1933, the Agent of the German Government informed the Court that that Government desired to present observations, in accordance with Article 57, paragraph 3, of the Rules;

Whereas the postponement sought by the Polish Government was not granted; and as the Polish Government stated, by letter of July 9th, 1933, delivered to the Registrar on the 10th of that month, that, notwithstanding the intention it had previously expressed, it was unable to present its observations at the hearing of the Court fixed for July 11th;

Whereas, in these circumstances, the Court, at the hearing on July 11th, merely adjourned until July 19th the hearings on the request of the German Government for the indication of interim measures of protection;

Whereas, on July 12th, 1933, the Polish Government informed the Court that it had appointed a representative to present its observations on the request of the German Government;

Whereas, at the hearings of July 19th, 20th and 21st, 1933, the Court heard the observations and reply of M. Viktor Bruns, Agent of the German Government, and the observations and rejoinder of M. Th. Sobolewski, representing the Polish Government;

Whereas, at these hearings, the Agent of the German Government filed the documents enumerated in the Annex;

Whereas, under Article 41 of the Court's Statute, "the Court shall have power to indicate, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which ought to be taken to reserve the respective rights of either Party";

Whereas, according to this provision, the essential condition which must necessarily be fulfilled in order to justify a request for the indication of interim measures, should circumstances require them, is that such measures should have the effect of protecting the rights forming the subject of the dispute submitted to the Court;

Whereas, according to the terms of the Application instituting proceedings which have been quoted above, the subject of the dispute is the contention of the German Government

aurait agi contrairement aux obligations qu'il a assumées par les articles 7 et 8 du Traité du 28 juin 1919 en imposant un traitement différentiel au préjudice des ressortissants polonais de race allemande dans les voïvodies de Posnanie et de Poméranie dans la mise à exécution de sa réforme agraire, notamment dans l'application de la loi agraire polonaise du 28 décembre 1925 et actes complémentaires ;

Que, sur la base de cette allégation, contestée par le Gouvernement polonais, le Gouvernement allemand a demandé à la Cour de constater les infractions au Traité du 28 juin 1919 qui auraient été commises au préjudice des ressortissants polonais de race allemande et d'en ordonner la réparation ;

Considérant que, par la demande en mesures conservatoires telle que l'agent du Gouvernement allemand l'a précisée verbalement à l'audience du 19 juillet 1933, le Gouvernement allemand demande à la Cour d'indiquer au Gouvernement polonais de ne pas porter d'autres membres de la minorité allemande sur les listes nominatives d'expropriation, de ne pas exécuter l'expropriation de la propriété de la minorité allemande portée sur les listes nominatives déjà publiées et de ne pas transférer à d'autres personnes la propriété enlevée aux minoritaires allemands, ni d'installer des colons sur ces propriétés ;

Considérant que, tandis que l'instance instaurée par le Gouvernement allemand se présente comme ayant pour objet la constatation et, s'il y a lieu, la réparation de prétendues infractions commises dans certains cas individuels d'application déjà intervenue, la demande en mesures conservatoires vise l'ensemble des applications futures de la loi agraire polonaise aux ressortissants polonais de race allemande et tend à voir indiquer dès à présent que, dorénavant et jusqu'à l'arrêt à rendre, ladite loi polonaise ne sera l'objet d'aucune application auxdits ressortissants ;

Qu'ainsi les mesures conservatoires sollicitées, aboutissant à une suspension générale de la réforme agraire en ce qui concerne les ressortissants polonais de race allemande, ne peuvent pas être considérées comme tendant uniquement à sauvegarder l'objet du différend et l'objet de la demande principale elle-même, tels qu'ils sont soumis à la Cour par la requête introductive d'instance ;

Considérant qu'en cet état, sans avoir à examiner la portée de l'article 12 du Traité précité du 28 juin 1919 en ce qui concerne l'indication de mesures conservatoires, quelle qu'eût pu être, dans d'autres cas, l'opportunité pour la Cour d'exercer sa faculté d'agir d'office, et sans préjuger en rien la question

that the latter Government has acted inconsistently with the obligations assumed by it under Articles 7 and 8 of the Treaty of June 28th, 1919, by discriminating against the Polish nationals of German race in the voivodeships of Posnania and Pomerelia, in the carrying out of its agrarian reform, particularly in the application of the Polish agrarian law of December 28th, 1925, and other supplementary acts ;

Whereas, on the basis of this contention, which is not admitted by the Polish Government, the German Government has requested the Court to declare that violations of the Treaty of June 28th, 1919, have been committed to the detriment of Polish nationals of German race and to order reparation to be made ;

Whereas, in accordance with the verbal explanation given by the Agent for the German Government at the hearing on July 19th, 1933, the German Government, by the request for interim measures, asks the Court to indicate to the Polish Government that it should not include other members of the German minority in the nominal lists for expropriation, that it should not proceed with the expropriation of the estates of members of the German minority included in nominal lists already published and that it should not transfer to other persons estates taken from members of the German minority, or establish settlers upon such estates ;

Whereas, whilst the suit brought by the German Government is presented as having for its object to obtain a declaration confirming that, as alleged by it, infractions have been committed in certain individual cases where the measures in question have already been applied, and, if necessary, reparation in respect of such infractions, the request for interim measures covers all future cases of the application of the Polish agrarian reform law to the Polish nationals of German race and aims at securing an immediate indication to the effect that henceforth, and until judgment has been pronounced, the said Polish law shall not be applied in respect of the said nationals ;

Whereas, accordingly, the interim measures asked for would result in a general suspension of the agrarian reform in so far as concerns Polish nationals of German race, and cannot therefore be regarded as solely designed to protect the subject of the dispute and the actual object of the principal claim, as submitted to the Court by the Application instituting proceedings ;

Whereas, in these circumstances, the Court, without having to consider the scope of Article 12 of the above-mentioned Treaty of June 28th, 1919, as regards the indication of interim measures of protection, and irrespective of the question whether it may be expedient for the Court in other cases to exercise

de sa propre compétence pour statuer sur la requête introductive d'instance du Gouvernement allemand, non plus que la recevabilité de celle-ci, la Cour se borne à constater que la demande en mesures conservatoires qui lui est actuellement présentée n'est pas conforme aux dispositions de son Statut, article 41,

LA COUR,

Rejette la demande du Gouvernement allemand en indication de mesures conservatoires.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-neuf juillet mil neuf cent trente-trois, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement allemand et au Gouvernement polonais.

Le Président de la Cour :

(Signé) M. ADATCI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

Le baron ROLIN-JAEQUEMYS, M. SCHÜCKING et le jonkheer VAN EYSINGA, juges, déclarant ne pas pouvoir se rallier à l'ordonnance, y joignent les exposés suivants de leurs avis dissidents.

M. ANZILOTTI, juge, déclare ne pas être d'accord sur l'ordonnance dans la mesure où il l'a indiqué lui-même en formulant ainsi qu'il suit son opinion dissidente.

its power to act *proprio motu*, and without in any way prejudging the question of its own jurisdiction to adjudicate upon the German Government's Application instituting proceedings, or the admissibility of that Application, confines itself to the statement that the request for interim measures now before it is not in conformity with the provisions of Article 41 of its Statute,

THE COURT,

Dismisses the request of the German Government for the indication of interim measures of protection.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twenty-ninth day of July, one thousand nine hundred and thirty-three, in three copies, one of which shall be placed in the archives of the Court and the others transmitted to the German and Polish Governments respectively.

(Signed) M. ADATCI,

President of the Court.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,

Registrar of the Court.

Baron ROLIN-JAEQUEMYNS, M. SCHÜCKING, and Jonkheer VAN EYSINGA, Judges, declare that they are unable to agree with the Order, and append thereto the statements of their dissenting opinions which follow.

M. ANZILOTTI, Judge, declares that he disagrees with the Order to the extent which he has himself set forth in his dissenting opinion, in the following terms.